

Ce texte émane de l'UCL FCPE Saint-Denis. Il a été lu aux parents et élu·es présent·es en salle du Conseil municipal, ce samedi 9 mars à l'occasion de la « Réunion année olympique » organisée par la municipalité pour les parents élus autour du « bien grandir » à Saint-Denis.

Monsieur le maire, Mesdames et Messieurs ses adjoints, Mesdames Messieurs les délégués de parents d'élèves qui avez fait le déplacement ce matin,

Le thème du jour pour cette présentation de l'année olympique est « le bien grandir ». Nous portons cette préoccupation en commun, mais nous nous trouvons obligés ce matin de bousculer un peu le programme auquel vous avez invité les parents élus. En effet, le moment nous paraît en décalage avec la réalité de notre quotidien. Aussi, nous vous encourageons à notre tour à un réveil qui sera probablement tout aussi sportif, mais peut-être moins musculaire, et nous en sommes désolé·es : cette année 2024, comme les précédentes, reste celle des tristes records à Saint-Denis, mais aussi dans tout le reste du département, et en fait sur l'ensemble du territoire français. L'école publique ne se porte pas bien, et c'est ici que cela se voit le plus durement.

Vous n'êtes pas sans savoir que les moyens sont très insuffisants dans le domaine de l'éducation et du handicap en particulier en Seine-Saint-Denis. Nous vivons dans une situation durable, structurelle, de rupture d'égalité : les enseignants non remplacés pendant des mois, la généralisation des contractuels peu formés, le manque massif d'AESH pour accompagner les élèves porteurs de handicaps, la pénurie de personnels de vie scolaire, la disparition de la médecine scolaire...

Depuis la parution du fameux rapport d'information parlementaire Cornut-Gentille – Kokuendo en 2018, et à nouveau en novembre 2023 avec le rapport Peu – Decodts, plus personne ne peut nier cet état de fait. Nous et nos enfants sommes en première ligne. Pourtant, la situation va encore se dégrader avec l'annonce des réformes les plus récentes : groupes de niveaux, examen de passage pour le lycée, budget d'austérité avec 800 millions d'euros de coupe annoncée pour le budget de l'Éducation nationale...

Depuis le début de l'année, nos enseignant·es s'organisent et relancent une mobilisation que nous vous demandons d'appuyer avec nous : « pas de rentrée sans moyens ». Le département tout entier est désormais mobilisé pour exiger et obtenir un choc des moyens, qui s'oppose frontalement au « choc des savoirs » voulu par M. Attal, soutenu ensuite par Mme Oudéa-Castera et poursuivi par l'actuelle ministre, Mme Belloubet. Les têtes changent mais la politique ne varie pas d'un pouce : l'école publique se transforme en école à deux voire trois vitesses. Les élèves se trouvent triés socialement de plus en plus tôt dans leur scolarité, sans possibilité de s'extraire de choix qu'on fait pour eux, à part pour le tout petit nombre qui se trouvera sélectionné dans des dispositifs dits d'excellence qui sont en fait des prétextes pour justifier le reste. Trop nombreux sont les autres, qui auront intégré l'échec dès leur plus jeune âge.

Nous dénonçons ce système qui fait coexister depuis de trop longues années :

- des écoles privées, mais en réalité infusées de fonds publics
- des écoles publiques dites d'excellence (mieux dotées mais pour un tout petit nombre d'élèves),
- et des écoles publiques qu'on abandonne à leur sort et dans lesquelles on n'assure plus que le minimum en terme d'encadrement, de projet pédagogique et d'horizon réel

Nous, parents et enseignants réunis, nous nous battons à nouveau pour une école publique qui permettra à chaque élève d'être accompagné au plus haut niveau d'étude possible, une école qui forme des citoyens de plein droit, plutôt que des travailleurs peu qualifiés, qui élargit l'horizon de tous plutôt qu'elle ne le ferme.

Nos demandes sont claires et constantes, à l'échelle de tout le département :

- un plan d'urgence pour le 93, et au delà, pour toutes les écoles publiques malmenées de France
- la création de 5 000 postes enseignants
- un renfort de la formation des enseignants, accompagnée d'une rémunération
- le remplacement systématique, dès la 1re heure, des absences
- la fin du recours aux contractuels
- 2 200 postes d'AESH, pour que l'inclusion ne soit pas qu'un vœux pieux
- 1 145 emplois de vie scolaire
- un investissement massif dans les locaux dégradés

Nous tenons à vous remercier pour le courrier de soutien signé par Mesdames Temel et Baduffle-Douchez paru le jeudi 7 mars pour la mobilisation du même jour. Vous y indiquez que vous vous tenez aux côtés des parents d'élèves et de la communauté éducative pour faire avancer notre cause commune : nous attendons désormais de votre part des actes forts et un engagement concret à nos côtés, pour lutter contre ce « choc des savoirs » qui va nous faire du mal pour longtemps s'il se met en place, même a minima.

Par exemple :

- M. le Maire croise régulièrement le chef de l'État à l'occasion des visites liées aux chantiers des JOP qui se déroulent majoritairement dans notre ville, nous attendons de lui qu'il se fasse activement le relais au plus haut niveau de l'État de nos demandes collectives. Nous ne pouvons plus nous satisfaire de la situation actuelle.

- certain·es élu·es de la Ville et de l'agglomération Plaine Commune sont aussi présent·es au Conseil départemental : iels peuvent relayer l'état calamiteux du bâti à l'échelle des collèges. On pense par exemple aux collèges Fabien, Triolet ou Barbusse.

Ce qu'il nous faut est un véritable plan de sauvetage, un choc des moyens à tous les niveaux de l'école. Des moyens conséquents et durables. Une politique volontaire, émancipatrice et pas seulement gestionnaire ou événementielle.

Avant-hier, le jeudi 7 mars, plusieurs milliers de parents et enseignants du 93 sont allés manifester à Paris jusqu'aux portes du ministère. Mme Belloubet a déjà rétro-pédalé sur les groupes de niveau en acceptant les dérogations et en laissant les chefs d'établissements se débrouiller au mieux. Et elle ne parle plus que de « groupes de besoin ». Nous avons donc mis le pied dans la porte et ce n'est que le début. Il nous faut mieux, et plus.

Si nous souhaitons réellement un héritage à ces JOP, si nous espérons qu'ils nous apportent réellement quelque chose de concret, de palpable, de partagé, ce serait peut-être cela : le retour de l'égalité républicaine et la possibilité de commencer l'année 2024-25 dans des conditions normales d'enseignement pour tous les enfants de l'école publique.

Nous appelons tous les parents à venir nous rencontrer pour poursuivre ensemble cette mobilisation et la discussion collective.